



Demande dans le cadre de la Convention de la Haye du 25 octobre 1980

Veillez compléter, imprimer, signer et envoyer la demande accompagnée des pièces jointes au Ministère de la Justice, Département des Affaires de la Famille et des Mineurs à l'adresse indiquée à gauche. Plus informations sur les enlèvements parentaux sont disponibles sur:

<https://www.gov.pl/web/stopuprowadzeniomdzieci>

Demande de:	<input type="checkbox"/> RETOUR	<input type="checkbox"/> DROIT DE VISITE
Pays requis		

I. Premier enfant			
Nom, Prénom		Date de naissance	Lieu de naissance
Adresse (avant l'enlèvement)			Numéro du passeport ou de la carte d'identité
Adresse actuelle de l'enfant (si connue)		Nationalité(s)	
Taille	Poids	Couleur de cheveux	Couleur de yeux
Nom et prénom du père de l'enfant		Nom et prénom de la mère de l'enfant (avec nom de jeune fille)	
II. Deuxième enfant			
Nom, Prénom		Date de naissance	Lieu de naissance
Adresse (avant l'enlèvement)			Numéro du passeport ou de la carte d'identité
Adresse actuelle de l'enfant (si connue)		Nationalité(s)	
Taille	Poids	Couleur de cheveux	Couleur de yeux
Nom et prénom du père de l'enfant		Nom et prénom de la mère de l'enfant (avec nom de jeune fille)	
III. Troisième enfant (au cas de plus de trois enfants, veuillez imprimer et compléter une autre copie de cette page)			
Nom, Prénom		Date de naissance	Lieu de naissance
Adresse (avant l'enlèvement)			Numéro du passeport ou de la carte d'identité
Adresse actuelle de l'enfant (si connue)		Nationalité(s)	
Taille	Poids	Couleur de cheveux	Couleur de yeux
Nom et prénom du père de l'enfant		Nom et prénom de la mère de l'enfant (avec nom de jeune fille)	
IV. DEMANDEUR (si la demande de retour est faite par une institution, veuillez fournir les coordonnées d'une personne ayant droit à sa représentation)			
Nom, Prénom		Date de naissance	Lieu de naissance

Lien de parenté avec l'enfant	Nationalité(s)	Numéro du passeport ou de la carte d'identité	
Adresse, numéro de téléphone, e-mail		Profession	
Coordonnées d'un représentant légal habilité à présenter la demande et / ou à représenter le demandeur dans les procédures devant les juridictions de l'État requis			
V. PERSONNE PRESUMEE D'AVOIR DEPLACÉ OU RETENU L'ENFANT / EMPECHE LE CONTACT AVEC L' ENFANT			
Nom, Prénom	Date de naissance	Lieu de naissance	
Lien de parenté avec l'enfant	Nationalité(s)	Numéro du passeport ou de la carte d'identité	
Adresse, numéro de téléphone, e-mail		Profession et nom de l'employeur dans le pays requis	
Taille	Poids	Couleur de cheveux	Couleur de yeux
VI. HEURE, DATE, LIEU ET CIRCONSTANCES DE L' DEPLACEMENT OU DE LA RETENTION ILLICITE (en cas de demande d'accès, veuillez décrire vos tentatives d'accès à un enfant)			
VII. MOTIFS DE FAIT OU LEGAUX JUSTIFIANT LA DEMANDE			
Justificatif d'autorité parentale (veuillez cocher les cases correspondantes et joindre les pièces justificatives): <input type="checkbox"/> dispositions légales applicables dans le pays de la résidence habituelle de l'enfant <input type="checkbox"/> décision judiciaire en vigueur au moment du présumé enlèvement ou rétention <input type="checkbox"/> acte de naissance de l'enfant <input type="checkbox"/> autre			
Résidence habituelle (veuillez préciser le lieu de résidence habituel de l'enfant et joindre les pièces justificatives à l'appui de vos déclarations, par exemple une confirmation d'inscription en crèche ou à l'école)			
Existe-t-il une procédure civile en cours ayant une incidence sur la garde ou l'autorité parentale? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la nature de la procédure et le tribunal compétent.			
VIII. ARRANGEMENTS PROPOSÉS POUR LE RETOUR OU L'EXERCICE DU DROIT DE VISITE (par exemple, moyen de transport, personne chargée d'aller conduire ou récupérer l'enfant, intervention dans les frais de voyage, date, lieu)			

IX. AUTRES PERSONNES DANS L'ETAT REQUIS SUSCEPTIBLES DE FOURNIR DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ADRESSE ACTUELLE DE L'ENFANT	
X. LISTE DES DOCUMENTS JOINTS (toutes les pièces jointes doivent être soumises en original ou en copie certifiée conforme; les photos de l'enfant et du parent ravisseur doivent permettre l'identification de cette personne par les services appropriés de l'État requis)	
XI. AUTORISATION DU DEMANDEUR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 28 DE LA CONVENTION	
J'autorise par la présente l'Autorité Centrale requise à agir en mon nom pour le transfert de ma demande aux organes compétents de l'État requis.	
Date	Signature